



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

*Du 29 septembre au 05 octobre 2020*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

## 1. COI et ses projets

|  |          |
|--|----------|
| <b>1.1 Coopération.....</b>  | <b>2</b> |
| • Partenariat commission de l'Océan indien et l'Union Européenne   |          |
| • Une exposition consacrée à la coopération COI/UE   |          |
| <b>1.2 Santé.....</b>  | <b>5</b> |
| • Covid 19 : les autorités mauriciennes démentent que deux des cas positifs arrivés à Madagascar viennent de Maurice |          |

## 2. Centres d'Intérêts

|  |           |
|--|-----------|
| <b>2.1 Pêche.....</b>  | <b>7</b>  |
| • Défis de l'autosuffisance alimentaire : Formation et matériels offerts aux petits pêcheurs   |           |
| <b>2.2 Environnement.....</b>  | <b>10</b> |
| • (MV Wakashio) Huiles prélevées sur les côtes du Sud-Est : Des rapports soumis et attendus... |           |
| • Sept lagons encore pollués   |           |
| <b>2.3 Agriculture.....</b>  | <b>11</b> |
| • Organic label for food to be standardised, certified in Seychelles                           |           |

# Partenariat Commission de l'océan Indien et Union européenne

📅 3 octobre 2020



**Maurice INFO**

**La COI**

Depuis plus de 35 ans, la COI et l'UE répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien.

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) présentent une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Cette exposition interactive et gratuite sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port-Louis. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.

Depuis plus de 35 ans, la COI et l'UE répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Ce partenariat s'est matérialisé au travers de 40 projets financés par l'UE couvrant une dizaine de secteurs : pêche, sécurité maritime, environnement et climat, entrepreneuriat, éducation et énergies, entre autres, avec une enveloppe de plus de 250 millions d'euros.

C'est pour célébrer ce partenariat et mieux faire connaître ses résultats que les deux institutions présentent leur action conjointe au travers de l'exposition « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable ». Les impacts sur le terrain, les acteurs et les bénéficiaires des projets COI-UE dans les États membres de la COI sont mis à l'honneur pour illustrer les 17 ODD. En complément de panneaux avec faits et chiffres, des tablettes numériques permettront à l'audience de découvrir en images les actions de la COI et de l'UE dans toute leur diversité.

L'exposition démontre comment la COI et l'UE soutiennent, en tandem, les populations insulaires du Sud-Ouest de l'océan Indien et jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'agenda mondial pour le développement durable dans la région. L'exposition sera inaugurée le 9 octobre au Caudan Arts Centre de Port-Louis et accessible gratuitement au public du 10 au 14 octobre. Cette exposition voyagera ensuite dans les autres îles de la région membres de la Commission de l'océan Indien au cours de 2021.

En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre. Au programme : coopération institutionnelle, sécurité maritime, pêche, lutte contre le changement climatique et biodiversité. Ces conférences sont ouvertes au public avec l'entrée gratuite. Pour Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI : « le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles. Cette action conjointe permettra aux citoyens de nos îles de prendre la mesure de la richesse de notre partenariat en faveur du développement durable ».

Pour l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Vincent Degert, « cette exposition est une nouvelle occasion de rappeler la force de notre partenariat, un partenariat solidement ancré dans nos valeurs communes. Avec un contexte mondial qui change, notre partenariat est aussi appelé à évoluer. Cependant, une chose ne changera pas : la détermination de l'Union européenne et de ses États membres à renforcer les liens avec la Commission de l'océan Indien et tous ses États membres. C'est en travaillant ensemble, de manière résolue, que nous serons en mesure de faire face aux défis de notre temps et de contribuer de manière concrète et significative à bâtir un monde meilleur et à le préserver afin que chacun y trouve sa place. »

## Une exposition consacrée à la coopération COI/UE

Mieux faire connaître les résultats du travail abattu par Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) aux Mauriciens. C'est dans cet optique exposition interactive et gratuite, portant les objectifs de développement durable, sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port Louis.

Mieux faire connaître les résultats du travail abattu par Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) aux Mauriciens. C'est dans cet optique exposition interactive et gratuite, portant les objectifs de développement durable, sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port Louis. Cette exposition, baptisée « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable », mettra à l'honneur les acteurs et les bénéficiaires des projets COI-UE dans les États membres de la COI. « Le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles. Cette action conjointe permettra aux citoyens de nos îles de prendre la mesure de la richesse de notre partenariat en faveur du développement durable », explique Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.

Par [Guillaume Gouges](#)

## Covid 19 : les autorités mauriciennes démentent que deux des cas positifs arrivés à Madagascar viennent de Maurice



Le journal Malgache la tribune a dans son édition en ligne du 28 septembre fait mention que des 36 cas positif détecté ce jour la à Madagascar, deux proviennent de Maurice.

Les autorités mauriciennes ont tenu à démentir ces faits dans sa correspondance hebdomadaire sur la situation de la covid 19. Le ministère de la santé mauricienne précise qu'il se base sur la réponse du laboratoire LA2M

Mais certains doutes subsistent toujours

Le journal Malgache s'est basé sur le rapport du ministère de la santé de Madagascar pour publier ces chiffres.

Et sur le site du ministère en question, il est effectivement mentionné que 36 nouveaux cas de Covid-19 sont rapportés par le Pr Vololontiana ce 26 Septembre 2020. 18 de ces nouveaux cas sont localisés dans la région Diana, 9 cas dans la region de Sava, 3 cas dans la région Analamanga, 3 cas dans la région d'Alaotra mangoro et 1 cas dans la région Haute Matsiatra. Ce qui nous donne un total de 34, mais aucune précision sur les deux autres cas. Ce qui suscite les doutes de certains

Ce qui a fait réagir la toile et les autorités Mauriciennes. Et hier dans un communiqué le ministère de la Santé et du Bien-être précise qu'il s'est en outre renseigné auprès des services de santé malgaches, par le biais de la Cellule de renseignement épidémique de **SEGA ONE Health Réseau** de la **Commission de l'océan Indien**. Et dans une réponse officielle reçue ce 1er octobre 2020, l'Unité de renseignement épidémique du SEGA ONE Health Network déclare que le laboratoire LA2M, qui réalise tous les tests COVID-19 PCR à l'arrivée à Madagascar, a confirmé qu'il y a pas de Cas positif au COVID-19 importé de Maurice.

**Pour en savoir plus :**

<https://defimedia.info/covid-19-aucun-passager-de-maurice-teste-positif-a-madagascar>

<https://www.lemauricien.com/actualites/deux-cas-de-covid-positifs-en-provenance-de-maurice-a-madagascar-le-deni-jusqua-quand/379206/>



## Défis de l'autosuffisance alimentaire : Formation et matériels offerts aux petits pêcheurs



Parmi les matériels attribués figurent des claies de séchage pour le groupement des pêcheurs.

Le MAEP passe à la vitesse supérieure pour valoriser les produits des petits pêcheurs. Des renforcements de capacité, des matériels plus efficaces et de meilleures techniques sont mis à la disposition de ces petits pêcheurs pour améliorer leur production.

Les grandes lignes de réforme pour l'amélioration durable de la filière pêche ont été mises en avant au conseil des ministres du 23 septembre dernier, par Fanomezantsoa Lucien Ranarivelo, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. En effet, via son département ministériel, le MAEP poursuit à vitesse grand V les objectifs qu'il s'est fixé dans la concrétisation de la vision du président Andry Rajoelina, notamment sur l'autosuffisance alimentaire et la gestion durable de nos ressources naturelles, ainsi que la réalisation de la politique générale de l'Etat. « *Nous allons avancer vers la mise en place de nouvelles organisations pour améliorer la filière pêche à Madagascar et son exploitation durable. Entre autres, l'appui des petits pêcheurs pour qu'ils n'aient pas de frustrations par rapport aux pêcheurs industrielles ; l'appui à la chaîne de valeur depuis la production jusqu'à la commercialisation des produits passant par la transformation locale et la valorisation en vue de l'amélioration de leurs revenus* », a affirmé lors de conseil Fanomezantsoa Lucien Ranarivelo.

Amélioration de la qualité. En effet, la petite pêche tient une place importante dans le développement socio-économique du pays. Sa production participe largement à l'approvisionnement des marchés, et sa pratique fournit des emplois à la population des zones littorales. A défaut de moyens, les petits pêcheurs sont dans l'obligation d'utiliser des systèmes rudimentaires et archaïques de salage-séchage et de fumage pour la transformation et/ou valorisation des produits halieutiques. Pourtant, cette pratique conduit souvent à la détérioration de la qualité des produits, ou encore à l'augmentation de la perte post-capture. La maîtrise des techniques de transformation et/ou de valorisation par les petits pêcheurs devient alors essentielle. Convaincu de ce rôle non-négligeable de la production de la petite



pêche dans la Grande île, le MAEP – à travers la Direction de la commercialisation et de la valorisation des produits halieutiques (DCVPH), qui est sous la Direction générale de la pêche et aquaculture (DGPA) – encourage le renforcement des capacités des petits pêcheurs. Dans cette optique, avec l'appui du projet « SWIOFish 2 », le lancement officiel de la distribution de matériels de transformation et/ou de valorisation se tiendra ce jour à Nosy Be.

Savoir-faire. Une formation sur les techniques de transformation des produits des petits pêcheurs, axée sur l'hygiène et la salubrité, la technique de séchage, de salage et de fumage, a précédé cette remise de matériels. Environ 1 500 pêcheurs ont participé à cette formation. Ainsi, les petits pêcheurs et groupement de pêcheurs ayant adopté les techniques vulgarisées bénéficieront de ces matériels : cuvettes et seaux, couteaux et machettes, planches à découper et claies de séchage améliorées. Selon les responsables de « SWIOFish 2 », la dotation de matériels se poursuivra dans les trois zones d'intervention du projet, notamment la région Melaky, la baie d'Antongil et la région Diana (zone BATAN : baie d'Ampasimbava, Tsimipaika, Ambaro et archipel de Nosy Be).

Antsa R.

## (MV Wakashio) Huiles prélevées sur les côtes du Sud-Est : Des rapports soumis et attendus...



Dans son communiqué relatif au suivi de la qualité de l'eau et de l'air dans les régions du Sud-Est, après le naufrage du *MV Wakashio* et qu'il publie jeudi dernier, le ministère de l'Environnement indique que le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre) a déjà soumis un rapport complet sur l'huile prélevée sur les côtes impactées.

Mais qu'il est en attente de celui de l'Australian Maritime Safety Authority. On peut y lire : « *During the oil spill, the National Environmental Laboratory also collected several samples of oil from impact sites. Part of the samples were handed over to the SGS Mauritius Ltd, Cedre and AMSA for full characterisation or fingerprinting. SGS Mauritius has carried out a partial characterization of the sample of the collected oil, whereas Cedre has carried out a complete assessment and submitted a full report.* »

Le ministère précise également que les profils des hydrocarbures aromatiques polycycliques ont été établis et que dans le long terme, un suivi est envisagé sous le Integrated Environmental Monitoring Programme. Le rapport complet du Cedre n'est pas encore accessible au public.

**ACTUALITÉS**

Le Défi Quotidien - Lundi 5 octobre 2020

2

**Conséquence du naufrage du MV Wakashio**  
**Sept lagons encore pollués**

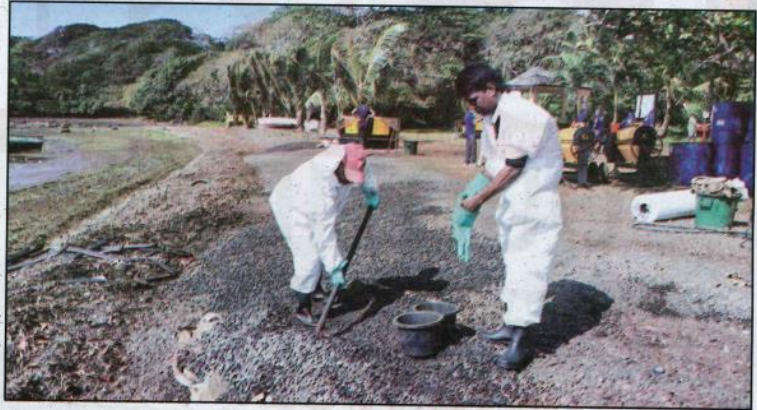
L'effet de la marée noire se fait toujours sentir. Les traces de déversement d'hydrocarbures sont encore présentes dans l'eau des lagons du Sud-Est, presque deux mois après le déversement, et cela, malgré les opérations de nettoyage.

**L**es lagons sont loin d'être complètement nettoyés. Le 30 septembre, les résultats des examens de l'eau et de l'air dans le Sud-Est sont tombés. Les laboratoires de l'État mènent les études, aidés de la compagnie SGS Mauritius et du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux, de France et l'Australian Maritime Safety Authority (AMSA).

Selon les résultats, fin septembre, sept sites ne correspondaient pas aux paramètres de la Coastal Water Quality. Ces sites ont présenté des taux anormaux d'huile et de graisse. Ces sites sont : la Cambuse, Blue-Bay, Pointe-d'Esny, Pointe-Jérôme, Mahébourg, Vieux-Grand-Port et Bois-des-Amourettes.

Le 8 septembre, le taux se situait entre 100 et 200 milligrammes d'huile et de graisse par litre (mg/l). Vers le 23 septembre, il frôlait la limite tolérable qui se situe vers 25 mg/l. Les scientifiques s'attendent à ce que le taux baisse en dessous de la limite tolérable ce mois-ci.

Le contrôle de la qualité de l'eau et de l'air est effectué constamment sur 27 sites. Selon les résultats, les 20 autres sites sont conformes aux paramètres établis. Les sites sujets aux examens sont : Grande-Rivière-Sud-Est, Bambous-Virieux, Falaise-Rouge, Rivière-des-Créoles, Pointe-du-



Le nettoyage des plages se poursuit dans le Sud-Est.

Diabie, Pointe-aux-Feuilles, entre autres.

Concernant la qualité de l'air, les scientifiques ont noté des odeurs d'hydrocarbures à plusieurs reprises sur trois sites, pendant le mois de septembre. Ces odeurs ont été détectées sur le front de mer de Mahébourg, dans la zone côtière

de Vieux-Grand-Port et la région de Bois-des-Amourettes. Ces sites sont suivis de près par les scientifiques. Les contrôles de la qualité de l'air sont effectués sur 33 sites, dont 17 écoles et 12 zones résidentielles.

Fabrice Jaulim - [f.jaulim@defimedia.info](mailto:f.jaulim@defimedia.info)

## Organic label for food to be standardised, certified in Seychelles

By: [Daniel Laurence](#) Edited by: [Betymie Bonnelame](#)



Spanish chef from Hilton Labriz with vegetables from his organic garden. (File photo -- Rassin Vannier, Seychelles News Agency)

([Seychelles News Agency](#)) - Farmers in Seychelles marketing their products as organic will need to be certified under new legislation being worked on by the **National Biosecurity Agency**, a top official said.

The chief executive of the Agency, Marc Naiken, told SNA on Thursday that when the legislation comes into force, any farmer who is marketing their products as organic without being certified might be forced to remove their items on the market.

"We have been approached on different occasions in regards to farmers who are selling their goods as organic and asked what are the standards being used for this. This showed a deficiency in the agricultural sector which we needed to address," he said.

Naiken added that farmers will not be obliged to certify their product as organic when the legislation comes into force.

Organic food is the product of a farming system which avoids the use of man-made fertilisers, pesticides, growth regulators and livestock feed additives. Many countries have implemented standards, regulations and certification of organic farming and organic food.

The news has been welcomed by the **Seychelles Farmers Association** and the chairperson, Andre Sopha, said that it was about time the government introduce standards and legislation to certify those marketing their product as organic.

A farmer, Jacques Matombe, with over 20 years of experience, told SNA that introducing such standards will give people value for their money.

"Some products currently being sold in the market are said to be organic when it is not. Whenever we hear organic, the price is elevated. People are becoming very conscious about their health. Before purchasing anything, I am pretty sure that people would want to be satisfied that the product they are buying is really organic. The certification will provide that certainty," said Matombe.



Currently, a number of agricultural products being sold across Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, are marketed as organic but according to the **National Biosecurity Agency**, these products are presently not regulated. This makes it difficult for consumers to know when products sold on the local market are truly organic.



Denis island farm is cultivating and producing fresh and organic vegetable

"Farmers declare their farms to be organic without going through any system. So we will develop a programme which will set out the standards to gain such accreditation," said Naiken.

He added that this will protect actual organic producers from those who falsely claim to be as "organic farming uses a variety of methods – it's not just about not making use of pesticide but also takes into account the plants' nutrition and the farming process."

The chairperson of the **Seychelles Farmers Association** said that while it is important to set up standards and legislation, the government needs to ensure that the perfect environment and necessary tools are available in the country to practice organic farming.

The Agency has recruited a local consultant, Evelyn Drawec, a specialist with experience on the **United States Department of Agriculture (USDA)** organic standard, to work on the certification system.

"I have been working in organic certification primarily in the United States... I see Seychelles as being well set up to have an organic programme. A lot of the techniques that are prioritised in organics, such as crop rotation, diversity of crops on the farm and natural inputs, are being used by all around Seychelles so it will be easy to transition to organic methods," said Drawec. Provision to draft the legislation was endorsed by the Seychelles' Cabinet of Ministers last week in a meeting chaired by President Danny Faure and work will take around two years to finalise.

